

M. CARRILLO DÉFINIT LA " RUPTURE "

LE MONDE. 03 AVRIL 1976

MARCEL NIEDERGANG.

https://www.lemonde.fr/archives/article/1976/04/03/m-carrillo-definit-la-rupture_2969501_1819218.html?xtmc=antonio_garc_a_trevijano&xtcr=9

La situation est de nouveau tendue, ce vendredi 2 avril, en Espagne. La formation d'un front commun de la gauche, la Coordination démocratique, a déclenché une vive offensive du gouvernement contre les communistes et certains de leurs alliés. Le gouvernement a, d'autre part, confirmé l'interdiction des manifestations de rue que la gauche et l'extrême droite comptaient organiser en même temps à Madrid, à la fin de cette semaine. Des incidents sont à craindre en Catalogne, où les ultras et les formations démocratiques maintiennent leurs appels. Quatre membres de la Coordination, arrêtés le 29 mars, ont été incarcérés jeudi, à Carabanchel, et inculpés d'atteinte à la sûreté intérieure. Ils encourent des peines de trente ans de prison. Il s'agit de MM. Camacho, leader des commissions ouvrières ; José Aguado, du Parti du travail ; Dorronsoro, du Mouvement communiste d'Espagne (marxiste-léniniste) ; et Garcia-Trevijano, personnalité indépendante, membre de l'ex-Junte démocratique. Notre correspondant José Antonio Novais nous signale, en outre, l'interpellation à Barcelone, pour " association illicite ", de M. Comin, chrétien de gauche, ayant récemment adhéré au parti socialiste unifié de Catalogne (P.S.U.C., communiste). À Paris, M. Santiago Carrillo, secrétaire général du P.C.E., a défini jeudi les conditions de la " rupture ", c'est-à-dire du passage à un régime réellement démocratique. Cette " rupture ", selon M. Carrillo, peut encore être négociée avec les libéraux du gouvernement.

" Notre objectif prioritaire est le renforcement de l'unité de toutes les forces de gauche... " M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste espagnol, qui était l'invité jeudi de l'Association de la presse anglo-américaine, nous a reçu ensuite pour un entretien à bâtons rompus au cours duquel il a précisé ses vues sur l'évolution de la situation politique dans son pays, l'apparition d'un phénomène gauchiste, le retour des anarchistes de la vieille C.N.T., les chances d'une " rupture " (avec le franquisme) négociée avec l'actuel gouvernement Arias Navarro, les " erreurs " de M. Alvaro Cunhal qui risquent, selon le P.C.E. " de favoriser un retour agressif de la droite ", la possibilité enfin d'une " plus grande coordination de l'action des partis français, italien et espagnol ".

" L'unité, dit-il, est le cri qui monte en Espagne aujourd'hui ; c'est le vœu de la grande majorité des travailleurs et de tous ceux qui réclament le rétablissement des libertés élémentaires, telles qu'elles sont exercées dans les pays démocratiques, sur lesquels le premier gouvernement de la monarchie prétend vouloir s'aligner. Les travailleurs ne comprennent pas les rivalités des états-majors et les querelles de préséance. Ils pressentent que l'unité favorisera cette rupture démocratique que nous souhaitons encore, en ce qui nous concerne, pouvoir négocier. Mais il est déjà clair aujourd'hui, quatre mois après la mort de Franco, que la rupture, telle que nous l'entendons, sera le résultat d'une grande tension... "

M. Santiago Carrillo se déclare " aussi optimiste qu'en décembre ". Est-ce une impression ? Son affirmation manque d'enthousiasme.

Il ne croit pas à " un coup d'État de la droite ". Il admet que " les pressions des ultras, militaires et civils, hostiles à toute esquisse de libéralisation, se sont singulièrement accrues ces dernières semaines ". Il pense cependant que " ceux qui se proclament libéraux au gouvernement mettent en avant cet argument des pressions de la droite pour justifier leur immobilisme ".

" Nous sommes, réaffirme-t-il, tout à fait disposés à négocier avec ces éléments libéraux du gouvernement et de l'appareil d'État, mais ce sont eux qui refusent notre offre de dialogue. Demain, il sera peut-être trop tard. Car, en Espagne, la violence est toujours là, sous la surface,

prête à surgir et à ridiculiser les calculs des politiciens trop malins ou trop prudents. Comment ne voient-ils pas que l'anticommunisme n'est plus payant en Espagne ? "

Certains membres du gouvernement Arias Navarro auraient récemment confié en privé leur déception, leur impuissance face aux " pesanteurs accumulées pendant tant d'années de franquisme ", leurs frustrations face à des réformes trop lentes ou insuffisantes. L'inculpation, jeudi soir à Madrid, des quatre personnalités appréhendées alors qu'elles comptaient annoncer, lundi dernier, la formation de la " Coordination démocratique ", risque sans doute d'aggraver les divergences latentes. M. de Areilza, ministre des affaires étrangères, serait, dit-on, l'un de ceux qui regretteraient le plus nettement ces mesures énergiques coupant, à court terme, toute possibilité de compromis entre les libéraux du régime et les modérés de l'opposition de gauche.

Les clameurs de l'extrême droite, qui appelle ouvertement la population à descendre dans la rue, ce dimanche, pour " en finir avec les marxistes assassins qui menacent la paix de Franco ", les concertations qui se multiplient entre les amis de MM. José Antonio Giron, président des anciens combattants franquistes, et Blas Pinar, l'un des leaders ultras, les mises au point répétées des généraux du haut état-major demandant aux Espagnols " de ne pas oublier les leçons de la guerre civile ", tranchent avec l'image d'un pays " qui marche rapidement vers la démocratie et la réconciliation " que dépeint M. de Areilza hors d'Espagne.

" L'espoir d'une véritable démocratisation existe en Espagne, estime le dirigeant du P.C.E. Et la confiance en une transition pacifique vers la démocratie. Mais le doute que ce gouvernement déjà en crise soit capable de répondre à cette attente de la majorité. Comment le pourrait-il ? Il est composé de personnalités ayant toutes servi le franquisme. Il est enfermé dans les institutions franquistes, à la merci des Cortès, bastion de la résistance aux réformes, d'un Conseil du royaume conservateur. Le gouvernement se dit libéral, mais il est prisonnier du fascisme. Quelques ministres, sans aucun doute, ont de la bonne volonté mais ils sont impuissants... Le gouvernement ne peut pas réussir la libéralisation. "

Que signifie dans ces conditions ce terme de " rupture " utilisé par l'opposition de gauche et, encore cette semaine, par la nouvelle Coordination démocratique ?

M. Carrillo est sur ce point catégorique. " C'est la dissolution des Cortès, du Conseil du royaume, l'annulation de toutes les lois franquistes qui sont en contradiction avec les lois démocratiques. C'est la fin des prérogatives encore reconnues aujourd'hui au Mouvement national comme seul parti légal. C'est l'ouverture d'une période constituante, la mise en place d'un gouvernement provisoire qui préparera les conditions permettant au peuple espagnol de dire quelle sorte de régime il souhaite. Que l'on ne nous parle pas de menace communiste. C'est ridicule. La question n'est pas de savoir si nous aurons plus ou moins de 10 % des voix aux élections. L'important est que des élections libres aient lieu. Nous nous contenterons de notre part, même si elle est très modeste. Ce que nous demandons c'est le droit pour notre part; d'ouvrir librement ses bureaux en Espagne, d'avoir les mêmes droits et les mêmes devoirs que les autres. En un mot, nous demandons la démocratie avec un grand D, pas la subversion..., ni la dictature du prolétariat. "

Le parti communiste a analysé et médité les incidents du 3 mars à Vitoria. M. Carrillo admet que le P.C.E. " a été surpris " et que l'apparition, à cette occasion, de formations révolutionnaires de gauche " pratiquement inconnues " mérite réflexion. Le P.C.E. a-t-il, comme on l'a dit, envisagé, à ce moment-là, de lancer un ordre de grève générale à l'échelon national ? M. Carrillo ne confirme, ni ne dément. Le " débordement " des commissions ouvrières si largement dominées par le P.C.E., a, en tout cas, incité des dirigeants du parti communiste d'Euzkadi à se rendre à Vitoria, qui avait " été un peu oubliée ". Le dirigeant communiste en tire une leçon : " il faut renforcer les liaisons entre toutes les organisations de gauche, politiques ou syndicales... "

Des gauchistes sérieux

Une autre " surprise " de ces dernières semaines est la résurgence du courant anarchiste de la C.N.T. Chacun, dans les milieux politiques, et d'abord à gauche, le croyait et le disait " inexistant, dépassé, invisible ". Mais des anarchistes, se réclamant de la C.N.T., la plus puissante organisation syndicale espagnole en 1936 avec plus d'un million de membres, se manifestent, publient des communiqués, assistent en observateurs ou même en invités, comme cette semaine à Barcelone au premier congrès du nouveau parti populaire de Catalogne.

" Comme mouvement de masse, dit M. Carrillo, je crois que l'anarchisme ne compte pas. S'il avait existé ces dernières années nous l'aurions su. Il ne figurait dans aucune organisation, aucun regroupement de gauche. Ce que je vois, c'est que le gouvernement a favorisé le retour de certains anciens dirigeants anarchistes, comme Santillan, rentré d'Argentine il y a deux semaines. Il se répand depuis en compliments sur Juan Carlos !

" C'est une opération qui ressemble diablement à celle qui a été menée par le gouvernement avec le retour de Rodolfo Llopi, ancien dirigeant " historique " du parti socialiste ouvrier espagnol, qui multiplie également les déclarations anticomunistes. Non, les vrais " gauchistes " sont ailleurs, et ils sont sérieux et modérés ; ils sont par exemple dans le Parti du travail ou dans le Mouvement communiste d'Espagne. Toutes les idées sont respectables même si on ne les partage pas. Je n'ai jamais partagé les idées de Trotski. Mais c'est une absurdité de dire, comme on a pu le dire dans le passé, qu'il était un agent du fascisme international... "

M. Santiago Carrillo rentre de Tokyo. Le communiqué commun publié à l'issue des entretiens entre les P.C. japonais et espagnol met l'accent sur la " diversité du mouvement révolutionnaire " et dénonce, de manière allusive, le " chauvinisme " de l'U.R.S.S. Dépeint aujourd'hui à Madrid par la télévision d'État comme si la guerre civile venait de s'achever, le P.C.E. a été plus loin que les partis français et italien dans la " distanciation " à l'égard de l'U.R.S.S.

Interrogé sur l'article de la Pravda dénonçant " l'opportunisme de droite " de certains partis communistes occidentaux, M. Carrillo répond : " Le communisme a cessé d'être une Église, avec des papes infaillibles, des dogmes. Je suis hérétique et je m'en réjouis. L'avenir a toujours été du côté des hérétiques... Les dissensions entre Moscou et certains partis communistes, sont évidentes. Je dirai que le téléphone rouge marche mieux entre Moscou et Washington. Mais nous avons encore des choses en commun entre communistes, beaucoup de choses. Nous en avons aussi avec les forces libérales et démocratiques. Heureusement... "

Les récentes mises en garde des États-Unis en direction des pays européens où le parti communiste pourrait accéder ou participer au pouvoir ?

"Si les dirigeants américains étaient intelligents, déclare le leader du P.C.E., ils comprendraient que leurs avertissements fouaillent l'orgueil national des peuples, et du nôtre par exemple. Tout ce qu'ils font est d'accélérer la venue des communistes au pouvoir. Cela dit, nous avons déjà précisé que nous acceptons les bases militaires en Espagne. Si les États-Unis voulaient un jour s'en aller, qu'ils le fassent, c'est leur affaire. Nous sommes pour l'affaiblissement et non pas le renforcement des blocs militaires dans le monde. La capacité " d'overkill " (1) des " Super-Grands " n'est-elle pas suffisamment grande comme cela ? "

Les déclarations de Soljenitsyne à la télévision espagnole ? " Le P.C.E. a toujours défendu son droit à la liberté d'expression quand il était en U.R.S.S. Mais à Madrid, il s'est comporté en propagandiste du gouvernement. Je crains que la prochaine fois Brejnev ne me dise : " Vous voyez bien ; nous avons raison... "

(1) " Surtuer ".

MARCEL NIEDERGANG.

CARRILLO DEFINE LA RUPTURA

La situación vuelve a ser tensa, este viernes 2 de abril, en España. La formación de un frente común de izquierda, la Coordinación Demócrata, provocó una fuerte ofensiva del gobierno contra los comunistas y algunos de sus aliados. Por otro lado, el gobierno confirmó la prohibición de protestas callejeras que la izquierda y la extrema derecha planeaban celebrar al mismo tiempo en Madrid a fines de esta semana. Se deben temer los incidentes en Cataluña, donde los ultras y las formaciones democráticas mantienen sus llamadas. Cuatro miembros de la Coordinación, arrestados el 29 de marzo, fueron encarcelados el jueves en Carabanchel y acusados de socavar la seguridad interna. Incurren en condenas de treinta años de prisión. Estos son MM. Camacho, líder de las comisiones obreras; José Aguado, del Partido Laborista; Dorronsor, del Movimiento Comunista Español (marxista-leninista); y García-Trevijano, personalidad independiente, miembro de la ex Junta Demócrata. Nuestro corresponsal José Antonio Novais también nos informa sobre el arresto en Barcelona de la "asociación ilegal" del Sr. Comin, un izquierdista cristiano, que recientemente se unió al Partido Socialista de Unidad de Cataluña (PSUC, comunista). Santiago Carrillo, secretario general del PCE, definió el jueves las condiciones de la "ruptura", es decir, la transición a un régimen verdaderamente democrático. Esta "ruptura", según Carrillo, aún puede ser negociada con los liberales del gobierno.

"Nuestro objetivo primordial es fortalecer la unidad de todas las fuerzas de izquierda ..."
Santiago Carrillo, secretario general del Partido Comunista Español, quien fue invitado el jueves a la Asociación de Prensa Anglo-Americana, luego nos recibió para una entrevista informal durante la cual aclaró sus puntos de vista sobre la evolución de la situación política en su país, la aparición de un fenómeno de izquierda, el regreso de los anarquistas de la antigua CNT, las posibilidades de un "quiebre" (con el franquismo) negoció con el actual gobierno Arias Navarro, los "errores" del señor Alvaro Cunhal que arriesgan, según el PCE. "Favorecer un retorno agresivo del derecho", la posibilidad finalmente de una "mayor coordinación de la acción de los partidos francés, italiano y español".

"Unidad", dice, "es el grito que está surgiendo en España hoy, y es el deseo de la gran mayoría de los trabajadores y de todos aquellos que reclaman el restablecimiento de las libertades elementales tal como se ejercen en Europa. Los países democráticos, en los que el primer gobierno de la monarquía dice querer alinearse, los trabajadores no comprenden las rivalidades de los bastones y las disputas de precedencia. Anticipan que la unidad promoverá esta ruptura democrática que aún deseamos. en lo que a nosotros respecta, para poder negociar, pero ya está claro hoy, cuatro meses después de la muerte de Franco, que la ruptura, tal como la entendemos, será el resultado de una gran tensión ... "

El señor Santiago Carrillo se declara "tan optimista como en diciembre". ¿Es esto una impresión? Su declaración carece de entusiasmo.

Él no cree en "un golpe de estado de la derecha". Admite que "la presión de los ultras, militares y civiles, hostil a cualquier esquema de liberalización, ha aumentado dramáticamente en las últimas semanas". Piensa, sin embargo, que "quienes se proclaman liberales al gobierno plantean este argumento de las presiones del derecho a justificar su inmovilismo".

"Estamos", dice, "muy dispuestos a negociar con estos elementos liberales del gobierno y el aparato estatal, pero ellos son los que rechazan nuestra oferta de diálogo.

Mañana, puede ser demasiado tarde. Porque, en España, la violencia siempre está ahí, bajo la superficie, lista para surgir y ridiculizar los cálculos de los políticos demasiado inteligentes o demasiado cautelosos. ¿Cómo pueden no ver que el anticomunismo ya no es rentable en España? "

Algunos miembros del gobierno de Arias Navarro han confiado recientemente en privado su decepción, su impotencia ante la "pesadez acumulada durante tantos años del franquismo", sus frustraciones con reformas que son demasiado lentas o insuficientes. La acusación el jueves por la noche en Madrid de las cuatro personas arrestadas mientras planeaban anunciar, el lunes pasado, la formación de la "Coordinación Democrática", puede sin duda agravar las diferencias latentes. Se dice que el Sr. de Areilza, Ministro de Relaciones Exteriores, es uno de

los que más claramente lamentaría estas medidas enérgicas, cortando a corto plazo cualquier posibilidad de compromiso entre los liberales del régimen y los moderados de la oposición izquierda

El clamor de la extrema derecha, que abiertamente llama a la población a tomar las calles este domingo, a "terminar con los marxistas asesinos que amenazan la paz de Franco", las concertaciones que están creciendo entre los amigos de MM. José Antonio Girón, presidente de los veteranos de Franco, y Blas Pinar, uno de los ultra líderes, los reiterados reenfoques de los generales del estado mayor que piden a los españoles "no olvidar las lecciones de la guerra civil", deciden con la imagen de un país "avanzando rápidamente hacia la democracia y la reconciliación", retratado por el Sr. de Areilza fuera de España.

"La esperanza de una verdadera democratización existe en España, cree el líder del PCE y la confianza en una transición pacífica a la democracia. Sin embargo, la duda de que este gobierno que ya está en crisis puede satisfacer esta expectativa de la mayoría". ¿Podría ser? Está compuesto por personalidades que han servido al régimen franquista. Está encerrado en las instituciones franquistas, a merced de las Cortes, bastión de la resistencia a las reformas, un Consejo del reino conservador. El gobierno dice ser liberal. pero él es un prisionero del fascismo. Algunos ministros, sin duda, tienen buena voluntad pero no tienen poder ... El gobierno no puede tener éxito en la liberalización ".

¿Qué significa el término "ruptura" utilizado por la oposición de izquierda y, esta semana, la nueva Coordinación Democrática significa en estas condiciones?

El señor Carrillo es categórico en este punto. "Es la disolución de las Cortes, del Consejo del Reino, la anulación de todas las leyes franquistas que están en contradicción con la ley democrática. Este es el fin de las prerrogativas aún reconocidas hoy en día al Movimiento Nacional como el único partido legal. Es la apertura de un período constitutivo, el establecimiento de un gobierno provisional que preparará las condiciones que permitan a los españoles decir qué tipo de régimen quieren, de lo que no nos hablamos sobre la amenaza comunista. Es ridículo, la cuestión no es si tendremos más o menos del 10% de los votos en las elecciones, lo importante es que se celebren elecciones libres, nos contentaremos con nosotros mismos, incluso si es así. Lo que pedimos es nuestro derecho a abrir nuestras oficinas en España libremente, a tener los mismos derechos y los mismos deberes que a los demás. En una palabra, exigimos democracia con una gran D, no subversión ... ni dictado. El proletariado."

El Partido Comunista analizó y meditó los incidentes del 3 de marzo en Vitoria. El señor Carrillo admite que el P.C.E. "Me sorprendió" y que la aparición, en esta ocasión, de formaciones revolucionarias de izquierda "prácticamente desconocidas" merece reflexión. P.C.E. ¿Ha considerado, como se ha dicho, en ese momento, lanzar una orden de huelga general a nivel nacional? El señor Carrillo no confirma ni niega. El "desbordamiento" de las comisiones obreras tan ampliamente dominadas por el CPE, en cualquier caso, llevó a los líderes del Partido Comunista de Euzkadi a ir a Vitoria, que "había sido un poco olvidado". El líder comunista extrae una lección: "debemos fortalecer los vínculos entre todas las organizaciones de izquierda, políticas o sindicales..."

Serios izquierdistas

Otra "sorpresa" de las últimas semanas es el resurgimiento de la corriente anarquista de la C.N.T. Todos, en los círculos políticos, y al principio en la izquierda, lo creyeron y dijeron que era "inexistente, obsoleto, invisible". Pero los anarquistas, afirmando que la CNT, la organización sindical española más poderosa en 1936 con más de un millón de miembros, se manifiestan, publican comunicados, asisten a observadores o incluso a invitados, como esta semana en Barcelona en el primer congreso. Del nuevo Partido Popular de Cataluña.

"Como movimiento de masas", dice el Sr. Carrillo, "creo que el anarquismo no importa, si hubiera existido en los últimos años, lo habiéramos sabido, no aparecía en ninguna organización, no había agrupación de la izquierda". El gobierno ha favorecido el regreso de algunos ex líderes anarquistas, como Santillán, que regresó de Argentina hace dos semanas, ¡y desde entonces ha estado alabando a Juan Carlos!

"Esta es una operación muy similar a la que llevó a cabo el gobierno con el regreso de Rodolfo Llopis, el ex líder" histórico "del Partido Socialista Obrero Español, que también multiplica las declaraciones anticomunistas: No, los verdaderos" izquierdistas ". están en otra parte, y son serios y moderados, por ejemplo, en el Partido Laborista o en el Movimiento Comunista de España. Todas las ideas son respetables incluso si no las compartimos. Nunca he compartido las ideas de Trotsky: Pero es un absurdo decir, como hemos dicho en el pasado, que fue un agente del fascismo internacional ... "

El señor Santiago Carrillo regresa de Tokio. El comunicado conjunto emitido después de las conversaciones entre el PC japonés y español se centra en la "diversidad del movimiento revolucionario" y denuncia, de manera alusiva, el "chovinismo" de la U.R.S.S. Representado hoy en Madrid por la televisión estatal como si la guerra civil acabara de terminar, el P.C.E. Ha ido más lejos que las partes francesas e italianas en el "distanciamiento" con respecto a la U.R.S.S.

Al preguntarle sobre el artículo de Pravda que denuncia "el oportunismo correcto" de algunos partidos comunistas occidentales, el Sr. Carrillo responde: "El comunismo ha dejado de ser una Iglesia, con papas infalibles, dogmas, soy herético y El futuro siempre ha estado del lado de los herejes ... Los desacuerdos entre Moscú y algunos partidos comunistas son obvios. Diré que el teléfono rojo funciona mejor entre Moscú y Washington, pero todavía tenemos cosas. Comunistas, muchas cosas, también tenemos algunas con las fuerzas liberales y democráticas, afortunadamente ... "

¿Advertencias recientes de los Estados Unidos a países europeos donde el Partido Comunista podría acceder o participar en el poder?

"Si los líderes estadounidenses fueran inteligentes", dijo el líder del PCE, "entenderían que sus advertencias están librando el orgullo nacional de la gente, y la nuestra, por ejemplo, todo lo que están haciendo es acelerar la llegada de los comunistas al poder. Dicho esto, ya hemos declarado que aceptamos bases militares en España, y si Estados Unidos algún día quiere irse, que lo hagan, ese es su problema. el refuerzo de los bloques militares en el mundo ¿No es la capacidad de "exageración" (1) de los "súper grandes" lo suficientemente grandes como eso?

¿Las declaraciones de Solzhenitsyn en la televisión española? "El CPE siempre ha defendido su derecho a la libertad de expresión cuando estaba en los Estados Unidos. Pero en Madrid, se comportó como un propagandista del gobierno, y me temo que la próxima vez Brezhnev me dirá:" Me parece bien; teníamos razón ... "

(1) "Surtuate".